

## LES 18ES CONTROVERSES EUROPÉENNES DE MARCIAC

### L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?

Les 1<sup>er</sup> et 2 août 2012, à Marciac (Gers)

---

EXPOSÉ

### PEUT-IL Y AVOIR UNE MODERNITÉ RAISONNABLE ?

*L'agriculture a-t-elle déjà été moderne ? Et peut-il y avoir une modernité raisonnable ? Telles étaient les questions posées au socio-économiste **Gilles Allaire**, directeur de recherches en économie rurale à l'Inra, en clôture des exposés introductifs de la première matinée des 18es Controverses européennes de Marciac.*

[www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org)

Mission Agrobiosciences  
Enfa BP 72 638  
31 326 Castanet-Tolosan



---

## EXPOSÉ

### PEUT-IL Y AVOIR UNE MODERNITÉ RAISONNABLE ?



**Gilles Allaire**, socio-économiste, docteur ingénieur en agronomie, et directeur de recherche en économie rurale à l'Inra, au département SAE2 (Sciences sociales, agriculture et alimentation).

---

**Gilles Allaire.** Pour clôturer les propos introductifs de cette première matinée des Controverses de Marciac, je vous propose de réfléchir aux deux questions suivantes : l'agriculture a-t-elle déjà moderne ? Et peut-il y avoir une modernité raisonnable ? Plusieurs éléments de réponse ont été donnés au fil des interventions précédentes. Je souhaite ici aborder ces deux interrogations au travers d'une fresque historique, en donnant quelques éléments d'analyse sur la naissance des politiques agricoles et la période des années 60.

D'une certaine manière, je suis mal à l'aise, et il y a de quoi, avec cette querelle entre les modernes et les anti-modernes. Comme tout le monde, je perçois dans la modernité un formidable élan économique mais aussi une aspiration à l'égalité et à la démocratie. Parallèlement, on ne peut pas ne pas évoquer les dégâts du progrès ou encore, si on s'attache à cette question d'un point de vue matériel, les laissés pour compte du processus de modernisation. D'ailleurs Hélène Tordjman a bien insisté sur la dimension philosophique de cette problématique en rappelant que la question des fins n'est pas seulement celle des moyens.

Je tenterai donc de répondre à ces deux interrogations en éclairant aussi bien les enjeux actuels de la modernisation que ses critiques. Trois idées vont structurer mon propos : la modernisation a libéré des énergies formidables ; la modernisation a réduit le social à l'économique ; pour retrouver le sens de la critique comme le sens de l'action, il faut retrouver le sens du collectif.

#### *Une formidable libération des énergies*

Je commencerai tout d'abord par cette question : que désigne, dans l'histoire, le processus de modernisation de l'agriculture ? A l'échelle du monde, si l'on considère la période de la révolution industrielle, celui-ci correspond au développement de l'agriculture dans le cadre familial. En effet, la grande gagnante du processus de modernisation n'est ni l'exploitation coloniale, capitaliste ou soviétique – les sovkhozes ou les grandes plantations – mais bien l'exploitation agricole familiale.

Plusieurs conditions historiques y ont contribué. La première d'entre elles est l'abolition de l'esclavage et du travail forcé, tels qu'ils étaient pratiqués dans les colonies. Sans celle-ci, impossible pour le producteur de récolter les fruits de son travail.

La deuxième condition concerne l'accès à la terre opéré, par exemple, par l'instauration du code civil et du cadastre en France, ou par la conquête de l'Ouest et les réformes agraires aux Etats-Unis et en Amérique du sud. Loin d'appartenir au passé, la question de l'accès à la terre demeure un problème permanent.

Celle de l'accès au marché est toute aussi importante. Elle constitue la troisième condition. Comme les précédentes, elle passe par une longue lutte, contre les intermédiaires, les usuriers, les monopoles locaux qui font écran au marché. Mais la transparence ainsi acquise génère de la concurrence, qui appelle à son tour des organisations des producteurs et des règles.

Dans cette longue histoire, les structures des marchés se transforment et s'éloignent du producteur. Désormais, des monopoles bien plus vastes dominent sans doute les marchés. Enfin, la quatrième et dernière condition a trait à la circulation des savoirs, de tous les savoirs : ceux des paysans comme l'émergence de l'agronomie.

L'élimination des barrières locales au marché, la circulation des savoirs, l'éducation de masse constituent une dynamique essentielle de la modernisation. A ces éléments, il convient d'ajouter la naissance des organisations professionnelles comme des politiques agricoles, ces dernières étant nées au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle. Développement du crédit et des investissements techniques, de la recherche et de la formation, mais aussi du statut de producteur, y compris dans sa composante sociale, avec l'obtention, certes tardive, de droits de protection sociale, tels sont quelques-uns des impacts de ces politiques agricoles. Précisons que celles-ci sont d'abord des politiques nationales, qui avaient pour double objectif d'accompagner la modernisation et d'assurer l'autonomie alimentaire de la nation. Et, que l'on songe aux USA avec la crise de 29 ou à l'Europe avec les décolonisations, ce sont bien les crises et les guerres qui ont conduit les Etats à mettre en œuvre ces politiques nationales, dans un souci, je le répète, de modernisation et d'autonomie alimentaire.

En définitive, la suppression même incomplète des entraves et carcans que je viens d'évoquer a permis de libérer des énergies considérables. Inutile de rappeler ici ce que tout le monde a d'ores et déjà dit, concernant la multiplication des rendements, l'augmentation de la productivité, etc. L'importance de ce bond en avant s'explique par le fait qu'il s'appuie à la fois sur la science, notamment la sélection génétique, et sur des savoirs agronomiques de base, connus depuis des décennies. En outre, grâce à l'élévation du niveau d'éducation et les changements dans les mentalités, ces savoirs se sont largement diffusés. Je préciserai également que les mécanismes de régulation de l'économie représentent l'une des conditions de cette libération des énergies, condition souvent ignorée dans l'analyse économique. Si les Etats ont alors investi pour faciliter la diffusion des savoirs agronomiques et des techniques modernes, ce sont les politiques nationales<sup>1</sup> de stabilisation des

marchés massifiés (blé, lait, vin, huile d'olive...), qui ont permis aux producteurs de se lancer dans des stratégies d'investissement.

Il y a aujourd'hui un consensus sur lequel j'aimerais attirer votre attention. Il traverse de nombreuses contributions rassemblées pour cette 18<sup>ème</sup> édition des Controverses comme les propos des responsables politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite. Chacun voit aujourd'hui la modernisation comme la réussite d'une politique, par exemple celle que nous avons connue en France dans les années 60. On retrouve ainsi un discours commun centré d'une part sur l'idée que cette politique a réussi sur le plan de la production, qui était un objectif consensuel, et d'autre part sur le fait que le productivisme a induit des dégâts. Avec cette conclusion : il convient désormais de s'engager dans la voie d'une modernisation qui éviterait ces écueils.

### *Gardons-nous de toute vision idéalisée du passé*

Ces remarques m'amènent à mon deuxième point, concernant les glorieuses années 60 et le miracle agricole paysan. Rappelons que, alors, au sortir de la seconde guerre mondiale, on a considéré qu'il y avait un certain retard de l'agriculture française en comparaison des pays du nord de l'Europe. La politique agricole mise en œuvre était axée, notamment, sur le soutien des prix et le développement des infrastructures rurales, par exemple l'électrification. Et, tout en assurant la stabilité des marchés, cette politique s'est progressivement orientée vers un soutien à l'investissement individuel.

Dans cette évolution, il convient de ne pas oublier le rôle des savoirs et de la formation, cette dernière ayant fait l'objet, dans les années 60, d'investissements massifs, avec la création d'un lycée agricole par département. Dans ce domaine, je veux souligner à nouveau le rôle des savoirs techniques de base sur le sol, les engrais ou les rations animales, certes simplistes aux yeux de certaines critiques actuelles, mais particulièrement efficaces du fait de leur généralité. Les solutions techniques ont pu ainsi se diffuser très largement.

Par ailleurs, il me semble important de souligner la chose suivante : il ne s'agit pas d'une suite de comportements individuels. A cette époque, il y a eu, à la fois, un engagement dans ce processus comme des contestations. L'opposition agrarienne a été forte, y compris sur le plan

---

<sup>1</sup> Ou la Politique Agricole Commune à ses débuts.

politique. Ainsi, en 1965, la FNSEA a contribué à la mise en ballottage du Général De Gaulle au premier tour des élections présidentielles. Derrière ces contestations, se dessine aussi une critique du modernisme telle qu'elle a été portée par Bernard Lambert dans son ouvrage « *Les paysans dans la lutte des classes* » et le mouvement qu'il a lancé, les paysans travailleurs. Comment expliquer ceci ? Par le fait que la bataille économique a tout autant été livrée à l'échelle nationale que locale. Avec, dans le dernier cas, des prises de pouvoir des modernistes et, par voie de conséquence, des laissés pour compte. C'est un élément que nous devons garder à l'esprit : oui, il y a eu un projet de modernisation. Mais ce dernier a fait l'objet d'oppositions et d'une critique adressée au nom du travail.

### ***Quand le social se trouve réduit à l'économique***

Dans son intervention, Hélène Tordjman a insisté sur l'idée que le comportement économique est devenu progressivement la recherche de l'efficacité, caractérisée par la réduction des coûts, la valorisation optimale... Ce comportement implique la compétition. Tout comme il implique de coopérer. Or cet aspect est souvent nié par l'analyse économique. Rien de très grave me direz-vous. Après tout, si les économistes ne voient pas la dimension de coopération, d'autres sciences le relèveront. Sauf que cet oubli est caractéristique d'un élément sur lequel je souhaiterais attirer votre attention : le néolibéralisme, ce n'est pas seulement le credo de l'efficacité du marché, de la concurrence comme juge de l'efficacité. C'est aussi un projet de rationalisation de la construction des politiques publiques, dans lequel il n'y a plus des politiques, ciblant des intérêts sociaux, mais des politiques économiques. Tel est le triomphe de l'économie. Il ne s'agit pas seulement du principe du « laisser faire » comme au 19<sup>ème</sup>, mais bien de l'idée que les acteurs peuvent avoir de bons comportements s'ils sont mis en face des bonnes « incitations », pour reprendre le terme employé par les économistes. Les économistes font maintenant leur beurre sur les échecs du marché ; ils proposent des dispositifs publics censés y remédier, mais toujours en considérant des agents économiques séparés, ignorant de leurs voisins ou correspondants, et incapables d'agir ensemble.

Prenons la PAC. La réflexion sur les objectifs de cette politique a évolué depuis sa genèse. Tout le monde s'accorde sur le fait qu'un certain nombre de dépenses publiques pour l'agriculture sont nécessaires. En contrepartie de celles-ci, on veut que l'agriculture participe à la production de biens publics. C'est tout l'esprit des mesures agroenvironnementales, du verdissement, etc... Question : comment les agriculteurs vont-ils produire ces biens ? Réponse : par des incitations financières. Autrement dit, la production de biens publics n'est raisonnée qu'en termes individuels et individualistes, qui plus est dans une logique économique. Rien n'indique pour autant que cela fonctionnera, bien au contraire. Ainsi, j'étais récemment en Italie à la soutenance d'une thèse consacrée à cette question. Celle-ci montre clairement que sans action collective, il ne peut pas y avoir de production agroenvironnementale. Car cette dernière appelle d'autres modes de pensées, une autre maîtrise des outils. Elle appelle de nouveaux savoirs qui ne peuvent germer que de la transformation des pratiques qui résulte de l'action collective. Problème : toute la politique est pensée dans une logique d'incitations individuelles.

J'ai un exemple frappant à ce sujet. Il y a quelques jours, j'ai rencontré un paysan réunionnais, qui souhaite développer l'agriculture biologique dans les agricultures de montagne, par le biais des circuits-courts. Le problème auquel il se heurte n'est pas d'ordre économique car il y a des incitations du marché. Il réside dans la présence de formateurs, de personnes qui ont travaillé sur cette question : comment former des paysans qui ne savent ni lire ni écrire mais qui possèdent les savoirs pour transformer leurs pratiques ? J'insiste sur cet exemple. Quand bien même on saurait le lire, le cahier des charges ne résume pas à lui seul l'agriculture biologique. Mais a-t-on réfléchi à cette question ?

### ***Pour retrouver le sens de l'action, il faut retrouver le sens du collectif***

Cette interrogation me conduit à mon dernier point. Pour nous aider à penser la place de l'économie dans la modernité, je commencerai par évoquer quelques aspects des travaux de la philosophe Hannah Arendt, qui a écrit sur la condition de l'homme moderne. D'une part en percevant, sur la longue durée, les changements de la société, et d'autre part en tentant d'intégrer la vision qu'elle avait de la place du totalitarisme

dans l'histoire. Dans sa réflexion, Hannah Arendt distingue le travail qui est réalisé pour assurer l'existence domestique ; l'œuvre qui relève plutôt de l'engagement individuel ; et l'action. Elle associe cette dernière à la quête de l'immortalité. Non pas une quête conduite pour soi, pour l'individu, mais pour l'humanité. Or, dans les temps prémodernes, et c'est le point que je voudrais souligner, le travail appartient à la sphère privée tandis que l'action relève de la sphère publique. A partir des temps modernes, les choses s'inversent : le travail passe dans la sphère publique ou sociale (processus de professionnalisation, droits sociaux des travailleurs), et le rôle de l'action est relégué dans le champ de la sphère privée (celle de l'économie) comme les précédents intervenants l'ont bien expliqué. C'est le triomphe de l'économie, avec ce corollaire bien explicité par certaines contributions : les difficultés apparaissent dès lors comme des problèmes économiques. Il y a un rétrécissement de l'action dans le domaine de la pensée et un abandon de la critique, qui conduisent au conformisme.

En définitive, cette transformation, qui s'inscrit dans un long processus historique embrassant une grande variété de contextes culturels et institutionnels, nous amène à subordonner la survie à l'économie. C'est d'autant plus vrai à partir du moment historique où les salaires deviennent la source essentielle des revenus des ménages pour vivre. Cette transformation est aussi celle de la disparition des sociétés paysannes. Dans ces sociétés, une part importante des ressources des ménages est liée à l'accès, souvent difficile, à la propriété, plutôt que de la vente de son travail. Autrement dit, un renversement de comportement s'avère nécessaire pour se lancer dans la modernisation - comme les jeunes des trente glorieuses -, c'est-à-dire miser le revenu sur des investissements dans le matériel ou le cheptel.

Certes, plus globalement, après les grandes guerres du siècle dernier, l'évolution de la place du travail dans l'économie a eu des effets positifs. Et il est exact de parler, pour certains, d'Etats providentiels, puisqu'ils ont appréhendé comme un problème économique, l'assurance, les retraites, la gestion des risques, etc., y compris en stabilisant les prix agricoles. Pour autant, si je fais ici référence à Hannah Arendt, c'est parce que je pense que nous sommes dans une période de fortes tensions et de grandes incertitudes. Ce contexte doit nous convier à interroger ce primat

de l'économie et poser la question de savoir qui gouverne aujourd'hui les énergies considérables libérées par la modernisation, dont le noyau dur est toujours le vaste domaine des savoirs. Or ce dernier est à présent menacé par de nouvelles enclosures, telles que les brevets sur le vivant ou encore les normes de référencement par les centrales d'achat de réseaux d'approvisionnement et de distribution gigantesques.

### *Que faire de la part maudite ?*

Il y a trois ans, les Controverses de Marciac avaient pour thème les crises alimentaires<sup>2</sup>. Alors, j'avais bousculé l'assistance en évoquant « *La part maudite* » de l'écrivain et philosophe Georges Bataille. Dans cet ouvrage (publié en 1947), il développe l'idée que la nature, au fil des âges, comme les sociétés humaines, au fil des siècles, génèrent un flux croissant d'énergie et que celle-ci se trouve toujours excédentaire, à un moment donné, ce qui pose la question de son utilisation par les sociétés humaines. Je ne peux ici ni exposer complètement ni discuter les arguments de Bataille qui analyse les formes historiques de destruction du surplus, la part maudite, depuis les cérémonies offertes par les chefs de tribus, la construction des cathédrales, les folies des riches ou les guerres. J'en reste à l'idée générale : le système des sociétés humaines tout en se complexifiant génère un flux de richesses excédentaires. Penser ainsi n'est pas nier les déséquilibres, au contraire. La vision économique pure est celle d'une économie tendue vers la satisfaction des besoins humains, fonctionnant sur le fil du rasoir et ne parvenant pas à satisfaire ces besoins, ce qui justifie la tension compétitive. Il faut adopter une autre vision de l'économie pour aboutir à l'idée que les déséquilibres peuvent venir de la part maudite.

Par exemple, on s'inquiète, de nos jours, de la perte de la biodiversité. Pourtant, toute l'histoire de la nature est celle d'une multiplication du nombre d'espèces et ce processus continue : il se crée sans doute plus d'espèces qu'il n'en disparaît. Reste que celles qui disparaissent nous sont plus proches. La question qui se pose est bien celle de la perte d'un patrimoine social, intellectuel et culturel, ainsi que d'un patrimoine productif. Elle ne peut donc pas, de fait, être examinée que du seul point de vue économique et réduite à une question d'incitation économique.

---

<sup>2</sup> « L'Europe et le Monde : de crises en déprises, l'alimentation à couteaux tirés ».

Dans le champ de nos préoccupations d'aujourd'hui, je l'ai dit, la modernisation a libéré de nombreuses énergies. Désormais, nous surproduisons, sans que soit pour autant résolu le problème de la faim dans le monde qui concerne les structures de la société. L'équation que nous devons résoudre est bien celle de cet excès de production – cette part maudite – dont nous ne savons que faire. La surproduction est générée par une économie tendue. Dès lors que l'économie prime, on ne peut pas se libérer du productivisme, puisque toutes les normes nous poussent à l'idée qu'il faut toujours produire plus. Pour justifier ce système, le discours est simple : la grande victoire du productivisme nous a permis de nourrir le monde et, compte-tenu des perspectives démographiques, 9 milliards d'êtres humains à l'horizon 2050, nous devons continuer sur la même voie.

Arrêtons-nous un instant pour regarder ce que l'agriculture produit ici et maintenant. Des produits dits de qualité – cela a été dit -, du vin, du champagne, du tabac, des fruits qui, je le rappelle, étaient il n'y a pas si longtemps que cela des produits de luxe pour les citadins qui ne consommaient que des dattes ou des figes séchées. Si nous étions vraiment dans un contexte de famine d'origine agricole ou d'insuffisance de la production, on ne cultiverait que du blé ou du riz ! Mais notre régime alimentaire n'est pas fait que de nutriments. Nous vivons constamment dans une tension qui nous pousse au productivisme.

Il y a trois ans, après avoir parlé de la part maudite de Georges Bataille, j'avais également choqué le public en opposant l'attentat du 11 septembre à Jazz In Marciac, comme deux façons radicalement opposées de se libérer de la part maudite. A mon sens, l'alternative est toujours là, entre le terrorisme d'un côté et le développement de l'autre. Le terme de terrorisme doit être entendu au sens où le linguiste et philosophe américain Noam Chomsky l'emploie, en considérant dans ses réflexions sur le 11 septembre, que le principal état terroriste du monde sont les USA. Il ne s'agit pas de dénoncer les seuls poseurs de bombe mais ce système qui concourt au fait que le monde est encore et toujours en guerre. De quel côté devons-nous recaser la part maudite ? Du côté du développement, c'est une évidence. A la condition que ce dernier soit source d'autonomie et guidé par d'autres modes de pensée.

En conclusion, nous devons changer d'état d'esprit. D'une certaine manière, ainsi présentés, les faits donnent le sentiment que nous sommes engagés dans une marche en avant face à laquelle on se sent désarmé. Mon objectif aujourd'hui était de tenter de montrer que les politiques ne sont plus que des politiques économiques et qu'on ne regarde les choses que sous l'angle de l'individu et des comportements économiques. Pour tout vous dire, je suis un peu pessimiste. Reste que je suis persuadé que c'est dans la reconnaissance de la dimension collective des problèmes comme la nécessité d'en délibérer collectivement que se situe l'issue.

---

## LIRE AUSSI :

### *L'agriculture et les sciences, un couple inavouable ?*

L'exposé d'**Etienne Hainzelin**, conseiller du Président-directeur général du Cirad, dans le cadre des 18es Controverses européennes de Marciac – « *L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?* ». Août 2012.

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=3420](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3420)